

Apte à voyager

BAROMETRE

Les choses bougent au niveau de l'architecture politique mondiale, de la politique des contenus, de l'économie numérique et de la sécurité.

Pages 4-5

BIG TECH contre BIG TECH

Des amis devenus ennemis font connaître leurs positions respectives. Et elles sont loin d'être aimables.

Pages 6-7

RECONNAISSANCE FACIALE

Le cas de Clearview AI a renforcé l'intérêt des gouvernements pour régler cette technologie.

Pages 8-9

DIPLOMATIE DE L'OEWG

Après des mois de travail, le groupe d'experts a adopté son rapport final. Dans notre rubrique juridique, nous nous penchons sur le rapport...

Page 10

Les principales tendances de la politique numérique en mars

Chaque mois, nous analysons des centaines d'événements en cours afin d'identifier les principales tendances des politiques numériques et leurs questions sous-jacentes. Voici les tendances qui ont marqué le mois de mars.

Apte à voyager

Cela fait un an que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a désigné le virus du COVID-19 comme une pandémie mondiale. Pendant toute cette période, le rôle de la technologie au service de la médecine – pour identifier le virus, enrayer sa propagation et développer des vaccins – a été tout simplement extraordinaire. [🔗](#)

Maintenant que les efforts de vaccination sont en cours dans la plupart des pays, on peut espérer que nous pourrions bientôt nous déplacer et voyager plus facilement. Cet espoir est alimenté par le dernier produit de la technologie : les passeports vaccinaux numériques (pour un aperçu, lire l'article du mois dernier [🔗](#)).

Dans certains pays, les certificats de vaccination sur papier sont déjà complétés par leur équivalent numérique, qui prend la forme d'un code QR sur l'appareil mobile du voyageur et qui peut être vérifié beaucoup plus rapidement aux points de contrôle. Certains pays, comme Israël, l'Australie, la Grèce et l'Estonie, sont très en avance dans le déploiement des certificats numériques. D'autres, dont

l'UE, sont à la traîne. Les États-Unis considèrent également cette possibilité, mais de façon plus prudente.

Si les passeports vaccinaux numériques (également appelés « laissez-passer verts ») sont également utilisés pour assouplir les règles de distanciation physique qui empêchent l'accès aux magasins, aux lieux de divertissement et aux bureaux, ils pourraient jouer un rôle essentiel dans la relance de l'économie.

Les gouvernements devront toutefois faire preuve de prudence. Si les vaccins donnent déjà un faux sentiment de sécurité à ceux qui pensent qu'ils sont efficaces à 100 %, les passeports vaccinaux ne feront qu'étendre cette fausse idée.

Plus important encore, pour que les passeports numériques vaccinaux fassent leurs preuves, leur cadre – fondé sur des normes interopérables et de solides garanties de protection des données pour les informations médicales sensibles qu'ils transportent – doit être développé rapidement. Pour le moment, il s'agit surtout de « papiers, s'il vous plaît ».



Les bons vieux certificats papiers auront un équivalent numérique. Crédit : Commission Européenne.

La cyber diplomatie en action

Si les travaux du Groupe d'experts gouvernementaux des Nations Unies (GGE) de 2015 se sont terminés sur une note décevante pour la cyber diplomatie, ceux du Groupe de travail à composition non limitée (OEWG), qui est parvenu il y a quinze jours à un consensus sur son rapport final, ont ravivé les espoirs.

Présenté comme un document de référence pour la cyber sécurité et les relations internationales, le rapport final réaffirme ce qui a été convenu dans les documents précédents. Bien qu'il puisse sembler futile de revenir sur des travaux passés, cet accord sert à cimenter le statut des rapports finaux précédents en tant qu'acquis collectif (plus d'informations en page 6), et représente un moment où les États membres de l'ONU sont enfin parvenus à un consensus dans un domaine marqué habituellement par de l'hostilité.

La cyber diplomatie a également été active dans d'autres domaines. L'Australie, l'Inde, le Japon et les États-Unis (connus sous le nom de Quad) ont convenu de créer un groupe de travail pour les technologies critiques et émergentes. Le groupe de travail informel de l'OSCE a repris ses travaux sur la manière de rendre opérationnelles les mesures de confiance (CBM), qui visent à rassurer les pays préoccupés par les intentions d'autres pays dans le domaine de la cyber sécurité et de la cyberguerre. Ces développements sont de bon augure pour les relations multilatérales à un moment où le monde a besoin que les pays rament dans la même direction.

Sur la voie de « devenir »

De temps à autre, dans le monde géopolitique, les stratégies des pays ou des régions nous rappellent leurs projets ambitieux de leadership technologique. Pour l'Union européenne et la Chine, qui ont dévoilé de nouveaux plans en mars, le leadership signifie également une plus grande autonomie technologique.

La Boussole numérique de l'UE fixe de nouveaux objectifs relatifs aux compétences, aux infrastructures et à la numérisation des entreprises et des services publics. L'UE prendra au sérieux tout retard d'un pays membre. Son plan comprend un système de suivi assorti d'un rapport annuel sous la forme de « feux de signalisation » afin de s'assurer que les pays de l'UE restent sur la bonne voie.

Le nouveau plan quinquennal de la Chine met fortement l'accent sur la technologie, avec de nouvelles ambitions dans les technologies de pointe, notamment l'IA de nouvelle génération et l'informatique quantique. Une fois encore, le pays réaffirme avec force la nécessité de devenir autosuffisant, faisant surtout allusion à sa dépendance à l'égard des États-Unis pour les semi-conducteurs.

Toutefois, comme l'a montré la guerre commerciale en cours entre la Chine et les États-Unis, ces ambitions ne seront pas facilement et rapidement réalisées. Il faudra du temps – et des investissements importants – pour que les scientifiques et les ingénieurs, et surtout les nouvelles générations, apportent leur savoir-faire aux industries locales. À en juger par les investissements considérables prévus dans son plan, la Chine est prête à poursuivre son avancée.

Si vous l'avez manqué...

La Royal Navy britannique va construire un navire de surveillance, équipé de capteurs avancés et de drones sous-marins autonomes, pour protéger les câbles sous-marins. Le ministre de la défense Ben Wallace a prévenu que « les signaux pourraient s'éteindre » si l'infrastructure nationale était perdue, et que le Royaume-Uni serait « profondément exposé » sans mesures supplémentaires.



Crédit: PA Media

Évolution des politiques numériques en mars

Le paysage des politiques numériques évolue quotidiennement. Notre objectif est de décoder, contextualiser et analyser les évolutions en cours, en proposant des mises à jour digestes mais faisant autorité. Vous trouverez plus de détails concernant chaque développement sur l'observatoire *GIP Digital Watch*.



en progression

Architecture mondiale de la GI

L'Australie, l'Inde, le Japon, et les Etats-Unis (ou « Quad ») ont créé un groupe de travail sur les technologies critiques et émergentes. Plus de 20 entreprises ont demandé au G7 de créer un forum sur les données et la technologie.

Les parties prenantes ont des avis différents sur l'opportunité et la manière de créer un organe de haut niveau multipartite (envisagé dans la feuille de route pour la coopération numérique) au sein du FGI.



neutre

Développement durable

La Banque africaine de développement a alloué 2 millions de dollars US pour renforcer la cyber sécurité et l'inclusion financière en Afrique et 2,33 millions de dollars US pour soutenir la modernisation de l'infrastructure de paiement électronique de l'Éthiopie.

Le Royaume-Uni a lancé un fonds de 2,5 millions de livres sterling pour améliorer l'inclusion numérique des personnes ayant des difficultés d'apprentissage. La nouvelle stratégie sur l'économie numérique du Malawi vise à étendre l'accès à un internet abordable. Le Sri Lanka a annoncé sa première stratégie d'inclusion financière.

Sécurité

L'OEWG a adopté son rapport final.



en progression

Microsoft a révélé que des vulnérabilités dans son serveur Exchange ont été exploitées depuis janvier 2021 par des « acteurs considérés comme étant parrainés par un État et opérant depuis la Chine ».

Les forces de police belges, françaises et néerlandaises ont mis hors service la plateforme de messagerie cryptée SKyECC utilisée par des groupes criminels organisés à grande échelle.

Les parlements norvégien et allemand ont subi des cyberattaques.

Le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies a adopté l'observation générale 25 sur les droits de l'enfant dans l'environnement numérique.

Le commerce électronique et l'économie de l'Internet

La Chine a infligé une amende à 12 sociétés internet pour avoir enfreint les lois anti-trust.



en progression

Quatre États américains se sont joints à l'action antitrust lancée contre Google en décembre 2020. L'autorité britannique de régulation de la concurrence a ouvert une enquête contre Apple concernant les pratiques de son App Store et a constaté que l'achat de Giphy par Facebook soulevait des problèmes de concurrence.

Epic Games a intenté un procès à Google en Australie pour avoir prétendument restreint la concurrence dans le traitement des paiements et la distribution des applications. L'entreprise a également déposé une plainte contre Apple au Royaume-Uni pour des questions similaires.

La Commission européenne a réitéré son intention de présenter une proposition de taxe numérique d'ici juin.

Uber a annoncé qu'elle se conformerait à une récente décision de justice visant à accorder aux chauffeurs britanniques un salaire minimum, des congés payés et des pensions de retraite.



neutre

Infrastructure

La Commission européenne a annoncé de nouveaux objectifs de numérisation dans le cadre de sa Boussole numérique 2030. Une coalition de sociétés Internet a demandé à la Commission fédérale des communications (FCC) des États-Unis de rétablir la neutralité du réseau.

L'administration américaine a imposé de nouvelles restrictions aux entreprises qui fournissent des équipements à Huawei.

Facebook a annoncé son intention de construire deux câbles sous-marins pour relier Singapour, l'Indonésie et l'Amérique du Nord.



neutre

Droits numériques

Les États-Unis et la Commission européenne ont annoncé une intensification des négociations sur un cadre renforcé de bouclier de protection de la vie privée (Privacy Shield).[Un projet de loi fédéral sur la protection des données](#) a été introduit au Congrès américain.

L'autorité française de protection des données (APD) a ouvert une enquête sur la protection de la vie privée concernant l'application de médias sociaux Clubhouse.

Le gouvernement indien a demandé à la Haute Cour de Delhi de bloquer la mise en œuvre de la nouvelle politique de confidentialité de WhatsApp.

Facebook a publié sa première politique en matière de droits de l'homme. Les citoyens suisses ont voté contre un système d'identité électronique.

Les services Internet ont été perturbés au Sénégal et au Myanmar dans le cadre de troubles politiques.

Politiques des contenus

La Russie a menacé de bloquer Twitter si la plateforme ne supprimait pas les contenus interdits. La Chine a réprimandé LinkedIn pour ne pas avoir surveillé les contenus politiques répréhensibles.

Le Conseil de l'UE a adopté sa position sur un règlement exigeant des plateformes qu'elles suppriment ou désactivent l'accès aux contenus terroristes dans l'heure qui suit la notification.

Le rapporteur spécial des Nations Unies sur les questions relatives aux minorités a appelé à l'élaboration d'un traité international pour lutter contre les discours de haine à l'encontre des minorités.

Reporters sans frontières a intenté une action en justice contre Facebook en France en raison de la prolifération des discours de haine et de la désinformation.

Les PDG d'Alphabet, de Facebook et de Twitter ont témoigné devant le Congrès américain sur le rôle des médias sociaux dans la diffusion de la désinformation et l'extrémisme.

Facebook a mis fin à l'interdiction temporaire des publicités sur les questions sociales, les élections et la politique aux États-Unis.



en progression

Questions juridiques

Les législateurs américains ont réintroduit un projet de loi sur la concurrence et la préservation du journalisme (*Journalism Competition and Preservation Act*) afin d'aider les petits organismes de presse à négocier avec les plateformes technologiques.

La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a statué que l'accès aux données relatives au trafic ou à la localisation ne peut être autorisé que pour enquêter sur des crimes graves et prévenir des menaces sérieuses pour la sécurité publique. Dans une autre affaire, la Cour a statué que les sites web affichant des liens vers des contenus protégés par le droit d'auteur peuvent être soumis à des restrictions imposées par le propriétaire du droit d'auteur.



neutre

Nouvelles technologies (IdO, IA, etc.)

Le nouveau plan quinquennal de la Chine met l'accent sur le soutien à l'IA, à l'informatique quantique et autres technologies de pointe.

La Commission de sécurité nationale américaine sur l'intelligence artificielle a publié son rapport final à l'intention du Congrès et du Président des États-Unis.

Le Comité des ministres du Conseil de l'Europe a attiré l'attention sur les implications en matière de droits de l'homme de la prise de décision basée sur l'IA dans le domaine des services sociaux.

La Commission européenne a proposé un certificat numérique pour faciliter la libre circulation au sein de l'UE pendant la pandémie de COVID-19.



en progression

Big Tech vs Big Tech

Le front autrefois uni des grandes entreprises technologiques a été endommagé par des attaques publiques des unes contre les autres. Les amis devenus ennemis font connaître leurs sentiments. Qu'est-ce qui a déclenché ce changement ?

En juillet 2020, les quatre plus grandes entreprises technologiques américaines – Google, Apple, Facebook et Amazon, collectivement connus sous le nom de GAFA – ont comparu ensemble devant le Congrès américain dans le cadre d'une enquête sur la position dominante des entreprises technologiques. Comme nous l'avions écrit à l'époque, les PDG avaient des opinions divergentes, mais globalement partagées. [Leurs déclarations écrites](#) étaient étonnamment similaires, montrant un front uni.

Depuis lors, les relations entre les entreprises technologiques se sont progressivement dégradées. Lorsqu'Apple a annoncé qu'elle introduirait dans le système iOS une nouvelle fonctionnalité exigeant des utilisateurs qu'ils autorisent les applications à les suivre, Facebook a fait part de ses préoccupations en publiant des annonces en pleine page [dans le Wall Street Journal](#), le *New York Times* et le *Washington Post*. Tim Cook, d'Apple, a répondu par un tweet.

En janvier, Facebook a intensifié ses griefs publics lors de sa conférence téléphonique sur ses résultats trimestriels : « Nous avons des concurrents qui expérimentent des positions sur la vie privée qui sont souvent trompeuses ». [En réponse](#), Tim Cook, PDG d'Apple, a critiqué le modèle économique de la publicité numérique lors de la conférence annuelle sur la protection des données CPDP en 2021 : « La technologie n'a pas besoin de vastes quantités de données personnelles, rassemblées sur des dizaines de sites web et d'applications, pour réussir ». [En](#)

En mars, c'était au tour de Google et de Microsoft d'échanger des coups. Lors d'une audition de la sous-commission antitrust de la Chambre des représentants des États-Unis, Brad Smith, président de Microsoft, a déclaré aux législateurs [que les organes de presse](#) avaient été contraints « d'utiliser les outils de Google, d'opérer sur les bourses publicitaires de Google, de fournir des données aux opérations de Google et de verser de l'argent à Google ». [Dans un billet de blog](#), Google a formulé ses propres critiques à l'encontre de Microsoft, [accusant l'entreprise](#) de tenter de détourner l'attention de deux grandes campagnes de piratage dans lesquelles l'éditeur de logiciels était directement impliqué.

Des amis qui deviennent des ennemis

Au cours de la dernière décennie, les grandes entreprises technologiques américaines ont joui d'un grand pouvoir de marché dans leurs domaines respectifs : Facebook sur le marché des réseaux sociaux, Google dans le domaine de la recherche et de la publicité en ligne, Amazon sur le marché de la vente au détail en ligne et Apple sur le marché des systèmes d'exploitation mobiles. [Bien que Microsoft](#) ne soit pas visé par les efforts antitrust aux États-Unis, ses revenus le placent solidement dans les échelons supérieurs de la Big Tech. [Leur](#)

statut solide dans chacun de ces domaines était une raison suffisante pour ne pas se marcher sur les pieds. Le conseil militaire de Sun Tzu – « attaquer des villes fortifiées, c'est diminuer sa force » – fait partie de la sagesse conventionnelle des grandes entreprises technologiques. Mais il existe aujourd'hui au moins trois grandes raisons pour expliquer ce changement d'approche.

Les monopoles se défient les uns les autres

La diversification ouvre la voie à la croissance et à une meilleure rentabilité. Il y a quelques années, les entreprises technologiques ont commencé à élargir leur champ

Apple vs. the free internet

Apple plans to roll out a forced software update that will change the internet as we know it—for the worse.

Take your favorite cooking sites or sports blogs. Most are free because they show advertisements.

Apple's change will limit their ability to run personalized ads. To make ends meet, many will have to start charging you subscription fees or adding more in-app purchases, making the internet much more expensive and reducing high-quality free content.

Beyond hurting apps and websites, many in the small business community say this change will be devastating for them too, at a time when they face enormous challenges. They need to be able to effectively reach the people most interested in their products and services to grow.

Forty-four percent of small to medium businesses started or increased their usage of personalized ads on social media during the pandemic, according to a new Deloitte study. Without personalized ads, Facebook data shows that the average small business advertiser stands to see a cut of over 60% in their sales for every dollar they spend.

Small businesses deserve to be heard.

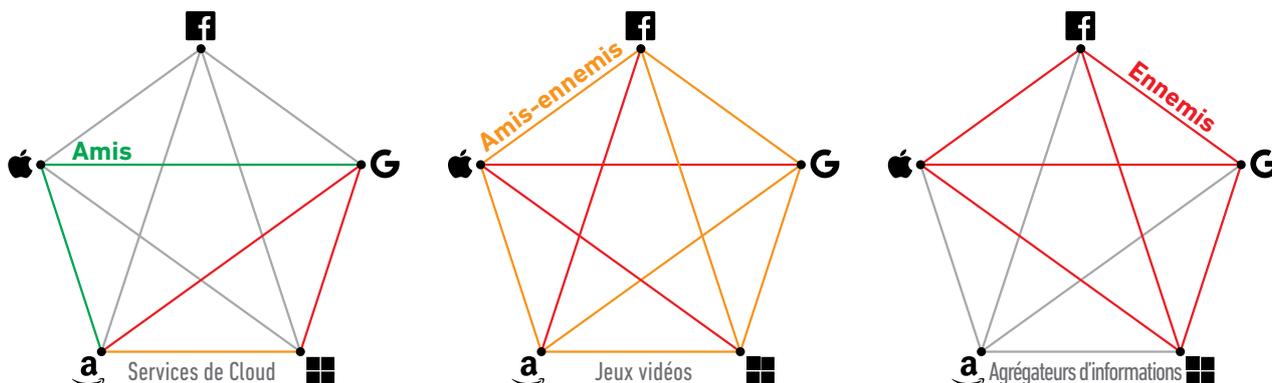
We're standing up to Apple for our small business customers and our communities.

Get the full story at fb.com/ApplePolicyUpdate

FACEBOOK



Facebook a rendu public ses critiques dans des publicités en pleine page. Source: Axios.com



Caption: Amis, ennemis, amis-ennemis. Credit: The Wall Street Journal (2021)

d'action aux marchés hors ligne, en s'aventurant dans les services postaux, les chaînes de commerce et les énergies renouvelables. Récemment, leurs efforts de diversification les ont amenées à explorer leurs marchés respectifs.

Comme l'expliquait récemment *The Economist*, la part des revenus des cinq géants américains se chevauche désormais avec celle des autres. Depuis 2015, cette imbrication est passée de 22 % à 38 %. La concurrence la plus féroce se déroule dans le cloud, Microsoft et Alphabet s'attaquant à Amazon. À son tour, Amazon est « la force montante de la publicité numérique ».

Le résultat est que les monopoles se transforment en un « oligopole de rivaux ». Il en résulte une concurrence directe. C'est comme si le pacte tacite des monopoles avait été rompu.

Les suivants en profitent

Les petites entreprises, et pas seulement les seconds et troisièmes de cordée, en profitent. La pandémie a certainement aidé.

Un exemple révélateur est Zoom, un logiciel de réunion à distance qui était relativement inconnu jusqu'à l'année dernière. L'entreprise est devenue célèbre presque du jour au lendemain. Elle a vu ses revenus augmenter de 326 % en 2020 et devrait réaliser des bénéfices similaires cette année. Bien que de nombreuses personnes utilisent plus d'une plateforme, les bénéfices de Zoom sont les pertes de Microsoft Team (et vice-versa).

Le paysage est similaire pour les entreprises de transport à domicile qui se transforment en entreprises de livraison de nourriture, et pour les petites entreprises qui ont réussi à défier les grands opérateurs historiques du commerce électronique grâce à des solutions technologiques originales. Tout comme Zoom, leur potentiel est énorme ; et tout comme Big Tech, leur mantra gagnant est la diversification par la technologie.

Les nouvelles politiques de la Tech produisent des changements

L'argent mis à part, la difficulté à protéger les données des utilisateurs a souvent mis en évidence la fragilité de la

réputation numérique. Non que cela ait eu un impact durable sur les résultats de Facebook lorsque le scandale Cambridge Analytica a éclaté, ou de Microsoft (et d'innombrables autres entreprises) à chaque violation de données signalée.

Pourtant, les entreprises ont pris des mesures audacieuses pour améliorer certaines de leurs pratiques de protection des données. Parmi les plus notables, citons la décision d'Apple d'exiger des utilisateurs qu'ils donnent la permission aux apps avant de les suivre (transparence du suivi des applications dans iOS 14).

Facebook subira l'impact négatif de ce changement. Étant donné que cette nouvelle politique technologique réduira le flux de données ciblées provenant des iPhones des utilisateurs qui refusent la permission, Facebook sera incapable de cibler les publicités – et de générer les mêmes revenus de son activité publicitaire – comme il le faisait jusqu'à présent.

Microsoft, qui a été effectivement éliminé de la compétition des moteurs de recherche et de la messagerie instantanée il y a des années, s'est sentie également lésée par le bras de fer entre Facebook et Google, défendant le nouveau code de négociation des médias de l'Australie et la mise à jour de la politique de WhatsApp, et s'est empressée de promouvoir l'utilisation de Bing et de Skype.

Bien que tous ces développements ne nuisent pas directement à Microsoft, les arguments de la société font écho aux sentiments d'autres acteurs touchés par ces politiques. Les petites entreprises de médias resteront affectées par le pouvoir de négociation de Facebook et de Google, les agences de marketing en ligne par la nouvelle politique de Google en matière de cookies tiers, et les développeurs d'applications par la mise à jour iOS 14 d'Apple.

Les soutiens aux mesures antitrust estiment que les grandes entreprises technologiques projettent l'image d'une « lutte pour un territoire » tout en ignorant que « décrire cette situation comme une lutte risque de faire oublier les moyens plus larges par lesquels les entreprises bénéficient mutuellement de leur domination collective ». Néanmoins, l'évolution du paysage réglementaire n'enlève rien à la position dominante de Big Tech.

Lumières, caméra, reconnaissance !

En seulement 50 ans, la technologie de reconnaissance faciale (TRF) est passée du domaine de la science-fiction à celui de la réalité. Pour beaucoup, elle fait désormais partie de la vie quotidienne... sans que l'on ait vraiment conscience de son utilisation généralisée.

Au milieu des années 1960, les premiers pionniers de la TRF, avec le soutien des agences de renseignement et de l'armée américaines, ont commencé à utiliser des ordinateurs pour reconnaître le visage humain.

Aujourd'hui, les technologies de reconnaissance faciale plus avancées sont largement utilisées, des filtres que nous utilisons sur Snapchat aux contrôles aux frontières et dans les stades de football. Ce qui impliquait autrefois un marquage manuel des principales caractéristiques faciales comprend désormais une abondance de jeux de données de visages grâce aux réseaux neuronaux profonds utilisés dans le développement des TRF.

Le cas de Clearview AI

Ces derniers mois, la société américaine Clearview AI, dont le logiciel de reconnaissance faciale est utilisé dans 26 pays du monde entier, a fait l'objet d'un examen approfondi de la part des autorités.

Le logiciel de l'entreprise permet aux utilisateurs de faire correspondre des photos de visages de personnes à une base de données contenant plus de 3 milliards d'images qui ont été extraites de plateformes de médias sociaux et d'autres sites web. Les images sont publiques, ce qui

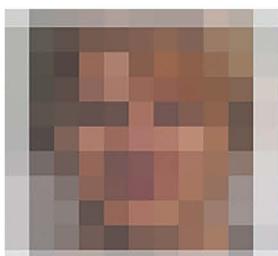
signifie que le logiciel fonctionne de manière similaire à un moteur de recherche.

Si cela semble simpliste, c'est parce que ça l'est. Rien qu'aux États-Unis, plus de 600 organismes d'application de la loi utilisent le logiciel, les agents des organismes fédéraux et des États déclarant avoir utilisé l'application pour aider à résoudre des cas de vol à l'étalage, d'usurpation d'identité, de fraude à la carte de crédit, de meurtre et d'exploitation sexuelle d'enfants.

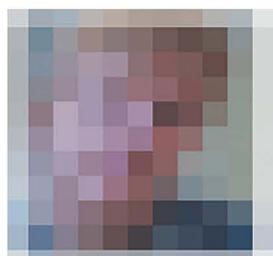
Les experts en matière de protection de la vie privée ne sont toutefois pas aussi enthousiastes quant à son utilisation. Ils disent que le logiciel gratte les données sans discrimination et soulève des inquiétudes que la technologie pourrait nous conduire à un avenir adystopique. En Californie, la société a été poursuivie par deux groupes de défense des droits des immigrants pour violation du droit à la vie privée. Au Canada, une enquête conjointe menée par quatre commissaires à la protection de la vie privée a conclu que la société avait violé les lois nationales sur la protection de la vie privée en obtenant illégalement des photos et des matrices faciales biométriques. Le commissaire fédéral suisse à la protection des données et à l'information a demandé à la société de détruire les données des citoyens suisses.

Report prepared May 18, 2020

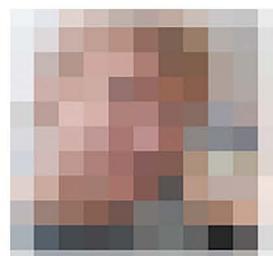
Disclaimer: In order to complete your request, we have generated this report containing Clearview search results for the image that you shared with us, which is labelled "Original Search Image" below. Search result images are enumerated with corresponding public web page titles and URLs below.



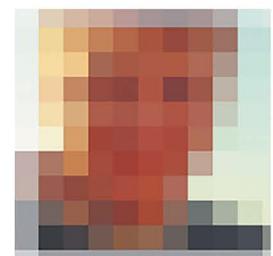
Original Search Image



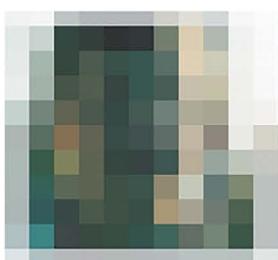
1



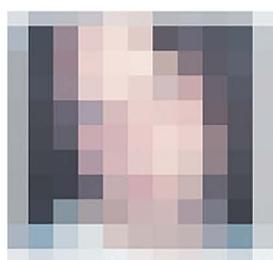
2



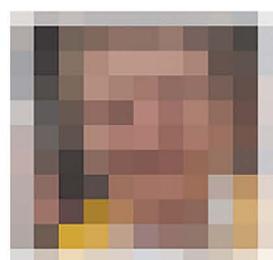
3



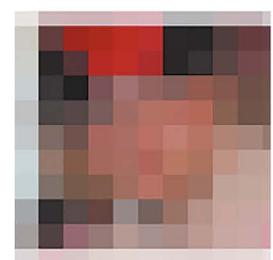
4



5



6



7

Un rapport généré par Clearview AI. Source: EDRI

Analyse des données : Le TRF dans le monde

Les TRF sont utilisées par les autorités publiques dans au moins 113 pays. Nos recherches montrent que dans la plupart des cas, elles sont utilisées pour la prévention de la criminalité (39 pays), suivie par le contrôle des frontières (26 pays).

Dans la plupart des autres cas d'utilisation, la technologie fait partie d'une initiatives plus génériques en faveur de « villes intelligentes », à travers l'utilisation de la reconnaissance faciale à des fins d'application de la loi, et pour accéder à des services publics tels que les services de santé et de sécurité sociale. Dans un petit nombre de pays, la reconnaissance faciale est également utilisée dans les systèmes de vote (Afghanistan, Paraguay, Sierra Leone et Ghana).



COVID-19 et reconnaissance faciale

Avec la pandémie de COVID-19, un certain nombre de pays ont introduit des applications de v utilisant la reconnaissance faciale. Par exemple, la France, la Pologne, le Salvador et les Bahamas utilisent cette technologie pour imposer des mesures de distanciation sociale, comme le port de masques et la mise en quarantaine.

Approches divergentes pour la réglementation des TRF

Outre le logiciel de Clearview AI, les progrès de la reconnaissance faciale ont aiguïé l'appétit des gouvernements pour réglementer cette technologie. Jusqu'à présent, les pays ont adopté une approche mitigée.

Son utilisation dans l'espace public a été purement et simplement interdite en Belgique, au Luxembourg et au Maroc, ainsi que dans trois villes américaines (Boston, Portland et San Francisco). D'autres pays, dont l'Espagne, le Danemark et la Suède, ont autorisé l'utilisation de systèmes de reconnaissance faciale pour aider à la prévention de la criminalité.

Cependant, l'Europe est prête à aller plus loin et pourrait créer des précédents, comme l'avait fait le RGPD. Dans l'UE, le Parlement européen a appelé à l'adoption de lois visant à réglementer l'IA et la reconnaissance faciale pour un usage militaire et non militaire, et a demandé à la Commission européenne d'envisager un moratoire de cinq

ans sur l'utilisation de la reconnaissance faciale numérique par les autorités publiques et dans les espaces publics.

Le Comité européen de la protection des données est également préoccupé : « en l'état actuel des choses et sans préjudice de toute enquête future ou en cours, la légalité d'une telle utilisation par les autorités répressives de l'UE ne peut être établie. »

Le Conseil de l'Europe a également demandé l'interdiction de la reconnaissance faciale à moins que des règles appropriées ne soient introduites.

Sur la base de ces affaires, les législateurs du monde entier devront se prononcer sur trois questions : si les photos sur les plateformes de médias sociaux peuvent être considérées comme relevant du domaine public ; si les photos déjà rendues publiques nécessitent le consentement de l'utilisateur pour être utilisées dans une application comme Clearview AI ; et si l'utilisation du logiciel par les forces de l'ordre est dans l'intérêt public.

La diplomatie de l’OEWG: Zoom sur le rapport final

Après des mois de travail, l’OEWG a adopté son rapport final, ce qui a cimenté le statut des rapports précédents comme un acquis collectif. Nous jetons ici un coup d’œil au contenu du rapport.

Les négociations sur la structure de ce rapport, le contenu de chaque section et le transfert de certains aspects vers le résumé de la présidence montrent à quel point la cyber diplomatie (l’aspect sécurité du « cyber ») est complexe. Parvenir à un consensus sur un rapport final, pour la première fois en six ans, n’est pas un mince exploit.

Pour comprendre ce que dit le rapport final, nous devons aussi prendre en compte le résumé de la présidence. Ces deux documents sont complémentaires : le rapport final contient ce sur quoi les États se sont mis d’accord ; le résumé de la présidence contient d’autres questions à débattre. Les questions contenues dans ce dernier document n’ont pas été retenues pour le rapport, mais elles restent dans le dossier. On peut faire valoir qu’il est tout aussi important, sinon plus, de maintenir le dialogue institutionnel ouvert que de conclure les débats en cours. Le résumé de la présidence atteint précisément cet objectif.

Ce qui est inclus et ce qui ne l’est pas

Les points saillants inclus dans chacune des six sections du rapport – et les omissions notables – sont les suivants :

- Sur les menaces existantes et émergentes : Une reconnaissance des incidents nuisibles liés aux TIC de plus en plus fréquents et sophistiqués, et une inquiétude croissante concernant les attaques sur les infrastructures critiques d’un pays, ce qui sape la confiance dans les processus politiques et électoraux et les institutions publiques. Le rapport ne parvient toutefois pas à utiliser un langage plus explicite pour décrire les menaces découlant de l’utilisation abusive par les pays des vulnérabilités des uns et des autres.
- Sur les normes, les règles et les principes : Les normes de comportement responsable des États complètent les obligations contraignantes du droit international ; parmi ces normes figure la nécessité de garantir la disponibilité et l’intégrité de l’internet.
- Sur le droit international : Le droit international, et en particulier la Charte des Nations Unies, est applicable et essentiel au maintien de la paix et de la stabilité. Le rapport ne fait pas de référence spécifique à l’applicabilité de la Charte des Nations Unies « dans son intégralité », et notamment à celle du droit international humanitaire. Selon certains pays, préciser ce point reviendrait à légitimer la militarisation du cyberspace. Un seul principe de la Charte des Nations Unies – le règlement des différends par des moyens pacifiques – est directement référencé.
- Sur les mesures de confiance (CBM) : Le processus de l’OEWG lui-même a été identifié comme une CBM,

dont le rôle est principalement de prévenir les conflits et de partager les meilleures pratiques.

- Sur le renforcement des capacités : Le rapport définit les principes, mais manque l’occasion de mentionner les initiatives internationales existantes.
- Sur le dialogue institutionnel : Le rapport final recommande que le dialogue se poursuive à l’ONU, notamment dans le cadre de l’OEWG 2021–2025 et de ce que l’on appelle le Programme d’action (un processus unique, à long terme et inclusif, proposé par la France et plus de 40 autres États). Aucune mention n’est faite de la nécessité de l’inclusivité ; il n’y a pas non plus de mention des sujets de discussion, laissant ouverte la possibilité d’élargir le mandat des processus.

Quelle est la prochaine étape ?

Le nouvel OEWG commencera bientôt ses travaux avec une réunion d’organisation le 1er juin. Entre-temps, les travaux du GGE de l’ONU sont également sur le point de s’achever en mai. Nous saurons bientôt s’il s’agit d’une nouvelle réussite pour la cyber diplomatie.

Pour plus d’analyses, lire *A new landmark in global cybersecurity negotiations: UN Cyber OEWG in numbers* (18 mars 2021), et *What’s new with cybersecurity negotiations? UN Cyber OEWG Final Report analysis* (19 mars 2021), rédigés par des experts de la Geneva Internet Platform. Pour en savoir plus sur les processus de l’OEWG et du GGE de l’ONU, consultez notre espace dédié.



Amb. Jürg Lauber, président de l’OEWG

Discussions politiques depuis Genève

De nombreuses discussions politiques ont lieu chaque mois à Genève. Les mises à jour suivantes concernent les événements du mois de mars. Pour d'autres comptes rendus d'événements, consultez la section Événements passés sur l'observatoire *GIP Digital Watch*.

Technologies blockchain pour un redressement durable et résilience de la pandémie de COVID-19 15 mars 2021

Organisé par les missions permanentes d'Israël, de la Slovénie et de la Suisse auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, le débat a examiné comment les technologies blockchain peuvent contribuer à la réalisation des

ODD tout en assurant une reprise durable et résilience de la pandémie de COVID-19. Le débat, axé sur la région de la CEE-ONU, a été organisé en marge du Forum régional de la CEE-ONU sur le développement durable.

Future Networked Car Symposium 22–25 mars 2021

Le symposium a débattu des questions politiques et réglementaires concernant les véhicules autonomes, telles que

les cadres de cyber sécurité des véhicules, la communication entre véhicules et les cadres réglementaires actuels.

Données et technologies pour le développement | En route pour Berne...via Genève 25 mars 2021

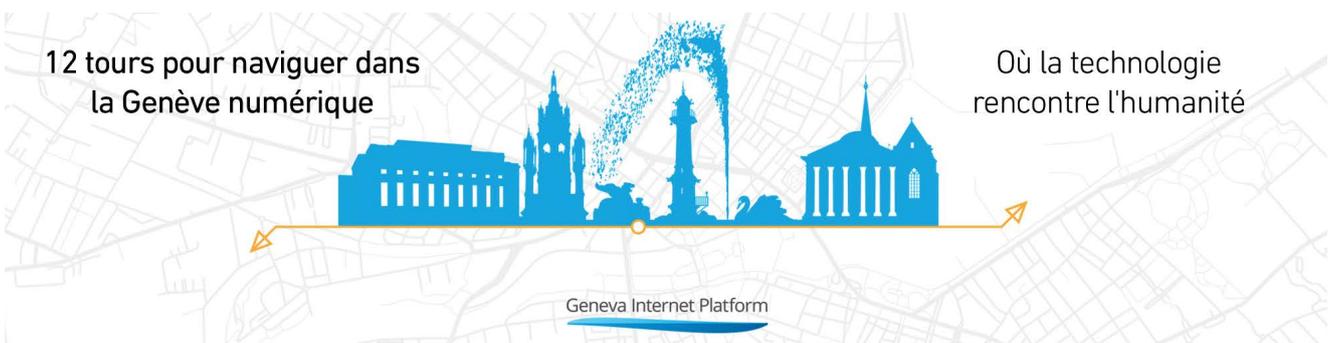
Organisé par la Mission permanente de la Suisse auprès de l'ONU à Genève et la GIP, ce dialogue en ligne a porté sur la manière de donner un sens à des ensembles de données complexes et de communiquer les résultats de manière simple afin de mieux informer les décideurs politiques, ainsi que sur la manière dont les applications technologiques peuvent contribuer à l'agenda du

développement. Coorganisé par l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne (EPFL) et le Groupe de la Banque mondiale (BM), le dialogue s'est également penché sur le potentiel des médias sociaux pour l'agenda du développement, et sur les défis que représente l'évaluation de la crédibilité des informations et des résultats collectés.

Une tour de normalisation numérique 29 mars 2021

Cette table ronde, organisée par la GIP dans le cadre de la série « 12 tours pour naviguer dans la Genève numérique », a permis de présenter le travail des principales organisations basées à Genève et actives dans le développement et la définition de normes numériques, notamment l'Union internationale des télécommunications (UIT), l'Union internationale de normalisation (ISO) et la Commission électrotechnique internationale (CEI). Bien que leur siège soit à Genève, leurs

processus se déroulent aux niveaux national et international et par le biais d'une interaction complexe entre différentes parties prenantes. La discussion a porté sur la transparence et l'inclusivité des processus de normalisation, ainsi que sur leur approche fondée sur le consensus. L'échange a également souligné la nécessité d'aider la communauté non technique, y compris les diplomates, à suivre et à comprendre les discussions sur la normalisation.



Sur notre radar : Événements des politiques numériques en avril

Jetons un coup d'œil au calendrier de la politique numérique mondiale. Voici ce qui se déroulera le mois prochain dans le monde entier. Pour plus de détails et les mises à jour des événements, consultez régulièrement notre page d'événements. [🔗](#)

5-7 AVRIL, Cybertech Global 2021 (Dubai, Émirats arabes unis) [🔗](#)

La 8e édition de Cybertech Global 2021 abordera l'IA, l'IdO avancé, le big data, le cloud et la blockchain, et se concentrera sur un large éventail de secteurs, notamment la finance et l'assurance, l'industrie de la santé et la mobilité intelligente. A noter un pavillon des exposants, et une chance pour les startups de présenter leur nouvelle technologie.

22 AVRIL, 10e anniversaire de l'initiative « Jeunes filles dans les TIC » [\(en ligne\) 🔗](#)

La campagne de la Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC fête cette année son 10e anniversaire. Pour marquer cette date, l'UIT a invité toutes les parties prenantes à organiser des activités le 22 avril et autour de cette date. Dix-sept événements sont actuellement organisés dans dix pays, et les parties prenantes peuvent encore soumettre leurs propres événements pour qu'ils soient ajoutés au calendrier de l'UIT.

Avril

7-9 AVRIL, FGI Russie (Moscou, Russie) [\(en ligne\) 🔗](#)

Organisé par le Centre de coordination pour le TLD .RU/.PФ avec le soutien du Ministère des communications et des médias, le FGI russe se penchera sur les nouvelles technologies telles que l'IA et les questions éthiques qui y sont liées, la souveraineté des données, les plateformes numériques et la coopération internationale, ainsi que les mythes et les faits en matière de cybersécurité. L'événement se déroulera sous une forme hybride, les intervenants se réunissant à Moscou et les participants se connectant en ligne.

26 AVRIL, Journée mondiale de la propriété intellectuelle 2021 (Genève, Suisse) [🔗](#)

Le thème de la Journée mondiale de la propriété intellectuelle de cette année est « La propriété intellectuelle et les PME : mettre vos idées sur le marché ». L'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), qui est le fer de lance de la campagne, a invité les parties prenantes à organiser leurs propres événements pour « donner vie à la propriété intellectuelle pour les PME ». Les parties prenantes sont également invitées à soumettre leurs événements au calendrier de l'OMPI.

Mai

Avril

Numéro 58 de la newsletter *Digital Watch*, publié le 7 avril 2021 par la Geneva Internet Platform et DiploFoundation | Contributeurs: Katarina Andjelković, Stephanie Borg Psaila (éditrice), Andrijana Gavrilović, Tereza Horejsova, Marco Lotti, Virginia (Ginger) Paque, Nataša Perućica, et Sorina Teleanu | Traducteur de l'édition française: Clément Perarnaud | Design: Aleksandar Nedeljkov, Viktor Mijatović, et Mina Mudrić, Diplo's CreativeLab.
Contact: digitalwatch@diplomacy.edu

Sur la couverture

Apte à voyager. Credit: Vladimir Veljasević

© DiploFoundation (2021) <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

La Geneva Internet Platform est une initiative de

